

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 6 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Elle...
- 2) Retour à 3 % ??
- 3) Les petites phrases
- 4) Déficit 2015
- 5) Proposition...
- 6) Impact marginal
- 7) Les « bébés Thalys »
- 8) Un rapport malsain aux...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Péresse fustige le «grand bluff» de Hollande



Valérie Pécresse le 9 mai 2012 à Paris. (Photo Bertrand Guay.AFP)

L'ex-ministre UMP du Budget estime que «les ressorts de la confiance» des Français vis-à-vis du chef de l'Etat sont brisés.

L'ex-ministre UMP du Budget Valérie Pécresse a fustigé lundi «le grand bluff de François Hollande saison 3», qui a prêté l'arrivée du «retournement économique».

Interrogée par Europe 1 sur la formule de François Hollande, cité par le Journal du Dimanche, la députée des Yvelines a déclaré : «C'est le grand bluff de François Hollande saison 3, après le redressement dans la justice qui s'est traduit par un matraquage fiscal sans précédent, après l'inversion de la courbe du chômage qui finalement ne s'est pas inversée.»

« Les moteurs de la croissance sont à l'arrêt en France »

<http://www.dailymotion.com/video/x1t3wj3>

AFP

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Déficit : Bruxelles ne croit pas à un retour à 3 % en France en 2015

Par Frédéric Schaeffer

La Commission européenne a abaissé sa prévision de croissance pour la France à 1,5 % l'an prochain. Bercy se dit déterminé à ramener le déficit à 3 % du PIB l'an prochain.



Le « retournement économique arrive » a affirmé le président de la République, François Hollande, ce week-end. Il arrive mais ne sera pas explosif, lui a répondu en substance le Commission européenne, à l'occasion de la publication ce lundi matin de ses nouvelles prévisions économiques. Après une hausse de 0,3 % en 2013, la croissance du PIB s'établirait à 1 % cette année, puis à 1,5 % l'an prochain en France. Par rapport à février, Bruxelles a donc laissé inchangé sa prévision pour 2014 mais abaissé celle pour 2015 puisqu'elle tablait alors sur une hausse du PIB de 1,7 %. Un chiffre sur lequel Paris s'était aligné dans son programme de stabilité.

« La croissance économique de la France devrait prendre de l'ampleur au cours de 2014 et 2015, principalement tirée par la demande intérieure, estime ainsi la Commission. Bruxelles a abaissé sa prévision de croissance pour 2015 pour tenir compte de l'impact récessif des mesures d'économies décidées par la France pour réduire le déficit. Sur ce point, la Commission estime que le «solde budgétaire devrait s'améliorer que lentement tandis que la dette publique va continuer à augmenter ».

A ce stade, Bruxelles ne croit pas que la France tiendra son objectif d'un déficit public à 3 % du

PIB l'an prochain. Après un déficit de 4,3 % en 2013, le déficit public atteindrait 3,9 % du PIB en 2014 puis 3,4 % en 2015, selon les prévisions de la Commission. C'est tout de même bien mieux que prévu en février dernier quand la Commission tablait sur un déficit de 4 % en 2014 puis de 3,9 % en 2015. Prenant acte de ces nouvelles prévisions de Bruxelles en matière de déficit, le ministre des Finances et des Comptes publics, Michel Sapin, a aussitôt réaffirmé sa « détermination » à économiser 50 milliards d'euros « pour ramener le déficit à 3 % du PIB en 2015 ».

S'agissant du déficit 2014, les prévisions sont « proches » n'a d'ailleurs pas manqué de souligné Michel Sapin. Bruxelles prévoit un déficit public ramené à 3,9 % du PIB quand Paris anticipe 3,8 %. L'amélioration du déficit cette année viendra des mesures prévues dans le budget initial « mais aussi les économies supplémentaires annoncées récemment par le gouvernement », indique Bruxelles. Aux 15 milliards d'euros d'économies prévues dans le budget 2014, Paris a ainsi décidé d'ajouter 4 milliards supplémentaires dans le collectif budgétaire qui sera voté en juin.

Pour 2015, Bruxelles est moins optimiste que Paris mais ne prend pas en compte, à ce stade, la totalité de l'effort annoncé par le gouvernement pour réduire son déficit. Sur les 21 milliards d'euros d'économies annoncées, Bruxelles n'en intègre « que » 17,5 milliards d'euros. « Sur la base des informations disponibles, le déficit devrait atteindre 3,4% du PIB en 2015 », indique la Commission. Et de souligner « les risques » qu'il soit même plus haut, le gouvernement ayant récemment décidé d'épargner les « petites retraites » (inférieures à 1.200 euros, soit 6,5 millions de personnes) du gel programmé dans le plan d'économies.

En revanche, le pacte de responsabilité aux entreprises, qui prévoit la suppression de 30 milliards d'euros de cotisations patronales d'ici à 2017, a bien été incluse dans les estimations de la Commission. Cette dernière estime qu'elle devrait permettre de faire refluer le taux de chômage à 10,2 % en 2015, après un pic à 10,4 % cette année.

Écrit par Frédéric SCHAEFFER
Journaliste
fschaeffer@lesechos.fr

lesechos.fr

III) Les propos les plus iconoclastes de Manuel Valls

Socialiste rocardien que la gauche adore détester, Manuel Valls s'est fait remarquer par ses positions à rebours de la majorité de la gauche sur les questions d'intégration, d'économie ou sur la doctrine du PS.

Par Jean-Laurent Cassely



Manuel Valls à La Rochelle, en août 2011. REUTERS/Régis Duvignau.

En 2011, lors de la primaire socialiste pour désigner le candidat de la gauche à la présidentielle de 2012, en pleine année de psychodrame lié à l'affaire DSK, les Français découvrent deux nouveaux visages de fringants quadra du PS: Arnaud Montebourg et Manuel Valls.

Deux hommes aux positions affirmées et comme antagoniques: à la gauche du parti, Montebourg veut incarner la «démondialisation», la réindustrialisation et une forme de protectionnisme à la française. Manuel Valls, en hériter du rocardisme, se positionne lui dans l'aile sociale-libérale, euphémisme des sympathisants pour désigner des orientations économiquement moins étatistes que la ligne traditionnelle.

Sur le plan de la sécurité, de l'Etat, de l'immigration et de l'intégration, Manuel Valls a également un parcours jalonné de prises de position qui ont le don de le faire aimer d'une partie de la population de centre gauche et de droite, et d'en faire le repoussoir absolu des militants d'une gauche plus radicale. Il sera ainsi très régulièrement soupçonné par ses adversaires d'être une sorte de Sarkozy de gauche et d'incarner les «dérives sécuritaires».

Retour sur quelques prises de position et déclarations marquantes du nouveau Premier ministre de François Hollande.

Quand Valls tacle Robert Hue et le PCF

A l'époque, Valls est maire-adjoint d'Argenteuil, premier secrétaire de la fédération du Val d'Oise et responsable de la communication du PS. Candidat dans la circonscription d'Argenteuil aux législatives de 1997, il affronte Robert Hue, alors secrétaire général du Parti communiste. Face au député sortant RPR, il choisit d'attaquer le PC qui dirige la ville:

«Argenteuil est trop marquée par l'image du parti communiste, elle a besoin d'ouverture.»

Autre pique relevée à l'époque par Libération, Valls ajoute:

«Aux dernières présidentielles, Jospin était en tête à Argenteuil, quatre points devant le Front national, qui lui même devançait Robert Hue. Qui donc représente la gauche dans cette circonscription?»

«Ghetto»: l'affaire du Franprix halal d'Evry

«Si même le Franprix se spécialise, c'est le signe qu'il vaut mieux que tous ceux qui ne mangent pas halal quittent le quartier. Si on ne fait rien, si on accepte un échelon supplémentaire dans la spécialisation, le quartier va devenir un ghetto.»

La phrase, prononcée par le maire d'Evry en 2002, s'inscrit dans une affaire locale qui va rapidement devenir l'«affaire du Franprix halal» et marquera rapidement la perception de Manuel Valls au sein de l'opinion et de la gauche comme celle d'un républicain laïc opposé au communautarisme pour ses soutiens, un laïcard extrémiste pour les autres. Car dans ce quartier des Pyramides, l'établissement a décidé de ne plus vendre d'alcool ni de porc (saucisson, rillettes, etc.) pour séduire sa clientèle musulmane. Valls s'y est fermement opposé, conformément à sa ligne anti-communautariste.

«Je n'étais pas partisan [...] de la

suppression du service militaire, mais de sa réforme»

Lors d'un débat télévisé en 2005, rappellent Les Inrockuptibles, Manuel Valls déclare:

«Je n'étais pas partisan, moi, de la suppression du service militaire, mais de sa réforme, parce que c'était l'occasion de brasser toutes les couches sociales.»

Il proposait alors un service civil obligatoire pour les filles et les garçons.

«Il faudra aligner les régimes spéciaux sur le régime général»

Lors de la réforme des régimes spéciaux de retraite menée par le gouvernement Fillon en septembre 2007, Manuel Valls rejoint cette fois son adversaire en iconoclastie, Arnaud Montebourg, qui l'avait précédé en se disant favorable à cette réforme contre la position officielle du PS:

«Il faut dire la vérité aux Français. [...] Il faudra aligner les régimes spéciaux sur le régime général.»

«Nous ne reviendrons pas tous aux 60 ans»

Toujours sur les retraites, c'est ce que déclare Manuel Valls dans une interview à la Tribune en octobre 2010. «Il n'y aura pas de retour» à la retraite à 60 ans, «le dire c'est mentir aux Français!», répétera-t-il d'ailleurs au cours de la primaire de 2011.

«Tu me mets quelques blancs, quelques white, quelque blancos»

C'est LA déclaration polémique de Manuel Valls parmi toutes les autres. En juin 2009, lors d'un reportage de la chaîne Direct 8, le maire d'Evry fait le tour d'une brocante et, oubliant sans doute la caméra, demande à son conseiller:

«Belle image de la ville d'Evry. Tu me

mets quelques blancs, quelques white, quelque blancos.»

<http://youtu.be/6hrLEwEU0cw>

«Je l'assume parce que je suis républicain et que je lutte contre tous les communautarismes», avait précisé l'intéressé après la polémique déclenchée par ces propos volés. Selon lui, il s'agissait de critiquer la ghettoïsation sociale et ethnique des quartiers pauvres.

«Le mot socialiste ne veut plus rien dire»

Sans doute la phrase iconoclaste de Manuel Valls la plus célèbre avec ses «blancos». Après l'échec du PS aux européennes en juin 2009 (16,48%), il lâche sur le plateau d'i>Télé:

«Il faut se régénérer. Il faut changer de méthodes. Il faut changer de direction. Il faut changer de génération. Il faut changer de programme. Il faut changer de nom [car] le mot socialiste ne veut plus rien dire.»

Soutenant Ségolène Royal contre Martine Aubry au congrès de Reims, où cette dernière l'emporte dans un contexte d'accusations de fraude de part et d'autre, il horripile tellement la nouvelle première secrétaire par ses sorties médiatiques répétées et critiques sur le Parti qu'elle lui adresse une lettre ouverte l'invitant à quitter le PS.

En juillet 2009, Manuel Valls avait adressé une tribune au Financial Times, institution de la finance britannique, intitulée «Le PS doit changer ou mourir».

«Nous devons déverrouiller les 35 heures»

En campagne pour la primaire du parti socialiste en janvier 2011, Valls affirme ses positions libérales sur un sujet emblématique et très controversé du bilan de Martine Aubry, candidate elle aussi à la primaire. Sur Europe 1, il déclare:

«Il faut dépasser la question des 35 heures. Oui, nous devons déverrouiller les 35 heures.»

Pour le candidat, l'objectif est alors de revenir aux 39 heures pour faire gagner du pouvoir d'achat aux salariés.

Les Roms «ne souhaitent pas s'intégrer»

Les Roms sont des «populations qui ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation», déclare le ministre de l'Intérieur sur France Inter le 24 septembre 2013. Hormis une minorité de familles, ils ont «vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie», ajoute-t-il. Le MRAP dépose une plainte pour racisme.

Auparavant, dans une interview au Figaro, le ministre de l'Intérieur du gouvernement Ayrault avait déjà remis en cause la volonté des Roms de s'intégrer en France:

«Les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution.»

Jean-Laurent Cassely

slate.fr

IV) France : réduction du déficit en 2015 à 3,4% selon la Commission

La Commission européenne voit la France nettement réduire son déficit public en 2015 grâce au plan de rigueur annoncé par le gouvernement de Manuel Valls, même si Paris rate encore une fois la cible de 3% imposée par Bruxelles.

Dans ses dernières prévisions économiques publiées lundi, l'exécutif européen table sur un déficit public de 3,4% pour la France l'année prochaine, et sur une croissance de 1,5%, une prévision moins optimiste que celle du gouvernement français (+1,7% de croissance en 2015).

En outre, la Commission européenne anticipe une croissance pour la zone euro de 1,2% cette année

et de 1,7% en 2015, selon ses prévisions de croissance de printemps publiées lundi.

La prévision pour 2014 est inchangée par rapport à celle faite en février, et en légère baisse de 0,1 point pour 2015.

publicsenat.fr

V) Seul un député sur dix a une expérience en entreprise



Par Challenges.fr

Une association patronale propose aux députés français de faire un stage afin de parfaire leur connaissance de cet univers.



L'Assemblée nationale, le 15 avril 2014. LCHAM/SIPA

Les députés français, qui votent à longueur d'années quantité de lois relatives à l'économie mais ne sont que 10% à avoir une expérience en entreprise, vont pouvoir se rattraper en faisant un stage par l'intermédiaire de l'association patronale Entreprise et Progrès.

"Moi parlementaire, une semaine dans les pas d'un PDG": l'association de 120 entrepreneurs et patrons d'entreprises de toutes tailles et tous secteurs propose à partir de cet été et pour les années à venir des stages d'une semaine prolongeables à tous les députés pendant la pause parlementaire estivale.

"Notre constat est que les députés français connaissent peu l'entreprise et nous pensons que, s'ils la connaissaient mieux, ils seraient plus en confiance pour légiférer", a expliqué à l'AFP Denis Terrien, président d'Entreprise et Progrès,

organisation créée en 1970 et revendiquant l'idée qu'"il n'y a pas de développement économique sans développement social".

Le but est de "créer la rencontre entre un député et un PDG, qui sera bénéfique aux deux", affirme Denis Terrien, qui a envoyé lundi un appel à candidature à tous les députés.

"Députés emballés"

"Elle sera bénéfique au député, quand il va assister à une réunion d'investissement, une réunion avec des partenaires sociaux, une réunion d'embauche, pour mieux comprendre la vie de l'entreprise, et au dirigeant d'entreprise pour démystifier le rôle du député et qu'il comprenne aussi les difficultés et tensions auxquelles est soumis un député et les choix qu'il doit faire", poursuit-il.

Quelques députés de tous bords ont été approchés en avant-première pour tester l'idée et se sont montrés "emballés", affirme-t-il.

"Dans un contexte de crise où la croissance et l'emploi sont des impératifs absolus, il est essentiel que les députés et les chefs d'entreprises se connaissent mieux pour travailler ensemble", estime l'association, qui organise régulièrement des rencontres avec les parlementaires.

Exemple flagrant du décalage entre législateur et entrepreneur, selon Denis Terrien: le Code du travail de la France, "totalement inefficace, inadapté au monde d'aujourd'hui". "Depuis des dizaines d'année des députés ont chacun, avec de bonnes intentions, passé des lois sans connaître le monde de l'entreprise. Aujourd'hui on a un système inextricable, avec lequel il est difficile de libérer les énergies des entreprises pour créer des emplois".

(Avec AFP)

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Pourquoi il est plus difficile pour le FN et les partis populistes européens de s'allier que pour les socialistes ou les conservateurs

Même s'il arrive en force au Parlement européen, le Front national ne peut qu'y rester largement minoritaire. Les alliances avec les autres partis eurosceptiques sont en effet rendues difficiles par leurs différences et leurs revendications, qui ne sont pas les mêmes à bien des égards.



Marine Le Pen. Crédit Reuters



Jean Quatremer

Jean Quatremer est journaliste.

Il travaille pour le quotidien français Libération depuis 1984 et réalise des reportages pour différentes chaînes télévisées sur les thèmes de l'Europe.

Il s'occupe quotidiennement du blog Coulisses de Bruxelles.

Il est l'auteur de Sexe, mensonges et médias (Plon, 2012)

Atlantico : A l'horizon des élections de mai prochain, beaucoup d'interrogations émergent sur le fait que le FN puisse devenir le "premier parti de France", les candidats de Marine Le Pen pouvant obtenir entre 20 et 25% des voix lors du prochain scrutin. Si ce scénario était confirmé, quel pourrait être l'éventuel impact des formations eurosceptiques sur la scène politique européenne ?

Jean Quatremer :

L'impact sera marginal : la France n'est pas l'Union, elle n'en est qu'une partie, 64 millions de citoyens sur plus de 500 millions ! Les élections européennes se déroulant au niveau continental, l'effet d'une brusque variation d'un corps électoral national est forcément limité. Ainsi, la France a droit à 74 députés européens sur 751. Même si elle envoie 20 députés d'extrême droite, on voit que leur poids réel sera très limité. Il faudrait que l'ensemble des 28 États membres envoie de fortes délégations d'extrême

pour que le rapport de force change vraiment. Or, ça ne sera pas le cas : en dehors de la France, l'extrême droite n'est vraiment forte qu'aux Pays-Bas (PVV de Geert Wielders), en Autriche (FPÖ), en Hongrie (Jobbik) et, dans une moindre mesure, en Belgique (Vlaams Belang) et en Grèce (Aube Dorée). Or ces pays ont droit respectivement à 20 députés pour les Néerlandais, 18 pour les Autrichiens et 21 pour chacun des autres pays, ce qui limite l'impact global... En outre, tous les mouvements d'extrême droite ne siègeront pas dans un même groupe politique : le FN, par exemple, n'a pas envie de se compromettre avec les néonazis du Jobbik ou d'Aube Dorée, car cela remettrait en cause sa stratégie de normalisation en France...

Si une alliance avec le UKIP britannique semble impensable, le FN s'est déjà mis d'accord avec le PVV néerlandais, le PFO autrichien, et les démocrates suédois (SD), des négociations étant en cours avec le Vlaams Belang belge et la Ligue du Nord italienne. Une ligne commune a-t-elle des chances d'émerger de la part de formations aussi hétéroclites ?

Il faut effectivement distinguer entre les europhobes : une partie des souverainistes fait partie de l'arc démocratique ! C'est notamment le cas du UKIP britannique, qui estime que le FN est xénophobe et antisémite, ou de AfD en Allemagne. Il n'y a donc aucune chance que tous les souverainistes se retrouvent sur les mêmes bancs, tout comme les europhiles ne siègent pas ensemble... En revanche, le FN a bien l'intention de constituer un groupe, ne serait-ce que pour bénéficier de la manne financière que cela représente. Il y est déjà parvenu entre 1984 et 1994, puis entre 1999 et 2001. Marine Le Pen, la présidente du FN, a déjà conclu une alliance avec le PVV néerlandais et elle semble prête d'atteindre la limite minimale pour y parvenir : 25 députés provenant de sept pays différents. Selon ce que l'on sait, outre le FN et le PVV, le FPÖ, le Vlaams Belang, la Ligue du nord, le parti des démocrates suédois ou encore les Lituaniens d'Ordre et justice siègeraient sur les mêmes bancs. Mais l'extrême droite, par nature, a du mal à travailler ensemble : l'expérience des années 1984 à 1994 montre que ces groupes sont surtout "techniques" et non idéologiques à la différence du PPE (conservateur), du PSE, des libéraux, des verts ou de la gauche radicale. En clair, il s'agit de partager des moyens, sans aucune contrainte programmatique et aucune discipline de vote.

Même s'il arrive en force au Parlement européen, le Front national ne peut qu'y rester largement minoritaire. Les alliances avec les autres partis eurosceptiques sont en effet rendues difficiles par leurs différences et leurs revendications, qui ne sont pas les mêmes à bien des égards.

Quels sont les principaux points de désaccord entre ces différents partis ?

La rhétorique anti-musulmane, par exemple, est beaucoup plus prononcée au sein du PVV ou de la Ligue du Nord qu'au sein du FN. De même, le PVV est ultra libéral alors que le FN a un programme économique qui ressemble beaucoup à celui du Front de Gauche. D'autres partis d'extrême droite sont clairement racistes et antisémites (Jobbik et Aube Dorée). Ce qui les unit, c'est leur détestation de l'Union et de l'euro rendus responsables de toutes nos difficultés.

On estime que sur les 751 sièges du Parlement, 150 pourraient être gagnés par les "eurosceptiques de droite". Si cette estimation était confirmée, ce nouveau groupe aurait-il de quelconques moyens de réorienter la politique de Bruxelles ?

Historiquement le poids des souverainistes de gauche et de droite au sein du Parlement a varié entre 13 % (en 1994) des eurodéputés et 20 % (en 1984 et 2009). Ils pourraient atteindre 25 % en 2014, ce qui est relativement peu compte tenu de la violence de la crise économique que nous venons de traverser. Il faut se rappeler le poids des totalitarismes de gauche et de droite après la crise de 1929... En outre, les souverainistes étant très divisés entre eux, ils ne formeront pas un groupe commun, mais deux ou trois petits groupes d'une trentaine de députés maximum, beaucoup risquant de se retrouver sur le banc des non inscrits. En outre, pour peser dans une Assemblée élue au scrutin proportionnel, il faut être prêt au compromis pour obtenir des rapports ou glisser des amendements ayant une chance d'être votés et surtout travailler au sein des commissions parlementaires, développer une expertise, ce qui n'est absolument pas le cas des députés d'extrême droite comme le montre leur absence quasi permanente lors des précédentes législatures. Autrement dit, les souverainistes d'extrême droite ne pèseront rien dans la future

assemblée. Les compromis se feront entre les partis de l'arc démocratique.

En dépit d'une probable impuissance parlementaire, le poids électoral de ces formations propulsées par la crise économique ne risque-t-il pas d'influer sur le discours, en particulier sur un débat comme le Traité Transatlantique qui sera relancé à la rentrée parlementaire ?

Symboliquement, la percée, même relative, des partis souverainistes aura une importance. D'une part, cela marquera la marginalisation grandissante de la France au sein de l'Europe démocratique : qu'un grand pays fondateur qui envoie 20 ou 25 % de députés fascistes, cela n'est pas rien. Comment travailler avec un tel pays ? Les compromis ne se feront plus avec nous... D'autre part, les partis traditionnels auront peut-être tendance à courir après la rhétorique de l'extrême droite, ce qu'en France on appelle la "lepénisation des esprits". C'est une voie très dangereuse : l'UMP s'y est risquée, sans que cela ne nuise en rien au FN.

atlantico.fr

Hollande invité ce matin de BFMTV et RMC

Le chef de l'Etat François Hollande sera l'invité de BFMTV et de RMC, de 8h30 à 9h30. Il répondra aux questions de Jean-Jacques Bourdin et des auditeurs et téléspectateurs.

Il s'agira du deuxième anniversaire de son élection. Hier, un sondage indiquait que 35% de ses électeurs ne revoteraient pas pour lui aujourd'hui.

La dernière intervention de Hollande dans les médias remontait à sa conférence de presse du 14 janvier.

Dimanche dans Le Journal du Dimanche, il a évoqué que "le retournement économique" arrivait.

Le figaro.fr-AFP

L'avocat n'aura pas l'accès complet au dossier du gardé à vue

Par Marc-Antoine Bindler avec Alain Acco



(photo d'illustration) © MAXPPP

JUSTICE - Les députés ont toutefois voté lundi en faveur de la création du statut de "suspect libre" qui donnera le droit de recourir à un avocat.

C'est une réforme réclamée depuis longtemps par les avocats mais autant redoutée par les policiers. L'Assemblée nationale a adopté lundi une directive européenne qui renforce les droits des gardés à vue. La principale évolution de ce texte consiste à offrir le droit à la présence d'un avocat y compris lors des "auditions libres", qui ne durent que 4 heures maximum. Mais l'amendement EELV n'a toutefois pas été adopté par les députés. Cet amendement proposait d'offrir à l'avocat l'accès à l'ensemble de la procédure visant son client, dès le début de cette mesure de privation de liberté. Le gouvernement et les syndicats de policiers s'étaient élevés contre cet amendement.

Une révolution de la garde à vue... Avec cet accès à toute la procédure, l'avocat aurait pu disposer de tous les éléments de l'enquête : tous les PV, toutes les écoutes, tous les témoignages à charge recueillis par les enquêteurs. Ainsi, l'amendement EELV allait bien au-delà des directives européennes. L'adoption de ce texte aurait provoqué une véritable révolution et un bouleversement total du fonctionnement de la garde à vue. Le fonctionnement restera donc comme il l'est jusqu'à présent. Aujourd'hui, les

avocats n'ont accès à rien et découvrent tout pendant l'interrogatoire de leur client. Une situation qui profite aux policiers en leur permettant de bluffer, de prêcher le faux pour savoir le vrai.

...Et "la fin de la police judiciaire" ? Pour Christophe Rouget, porte-parole du SCSI, premier syndicat d'officiers, l'adoption de cet amendement aurait été un coup fatal pour la Police Judiciaire. "Cette loi remet en cause tout le secret de l'enquête. Il y a une mise en danger des personnes entendues car sur les procès-verbaux figurent le nom des plaignants, le nom des victimes, celui des témoins avec leur numéro de téléphone et leur adresse", s'offusquait-il au micro d'Europe 1.

"Comment va être organisée la consultation du dossier ? Dans quels locaux ? Dans quels délais ? Il faut imaginer que quand une garde à vue commence, la procédure judiciaire fait des pages et des pages et c'est cela qui va être donné à un avocat. Combien de temps va-t-il mettre pour consulter le dossier et que va faire le policier pendant ce temps ?", s'interrogeait encore le syndicaliste policier en soulignant que 40 % du temps de la garde à vue est déjà consacré à des tâches administratives.

Soutien de Bernard Cazeneuve et du gouvernement. Les policiers avaient reçu lundi un soutien de taille en la personne de Bernard Cazeneuve. Le ministre de l'Intérieur qui sortait d'une réunion avec Manuel Valls, s'était ainsi déclaré opposé à la réforme. "Je ne suis pas favorable à cet amendement et ce gouvernement n'est pas favorable à cet amendement, et je ferai ce qu'il faut", a-t-il indiqué à quelques heures de l'examen du texte.

europel.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) La France refuse de reconnaître les "bébés Thalys"

Le tribunal de grande instance de Versailles a refusé à une femme l'adoption du fils de son épouse, conçu par PMA à l'étranger. Une position rigide et dépassée, vue de Belgique, où 1 000 couples lesbiens français effectueraient chaque année la même démarche.



Dessin de Kopelnitsky, Etats-Unis.

“La justice française dit non à l'adoption d'enfants conçus en Belgique” titre en une De Morgen ce 5 mai. Le quotidien belge relate, perplexe, l'histoire de ce couple de Françaises “qui vivent ensemble depuis quinze ans, se sont mariées récemment et ont un fils de quatre ans”, conçu par insémination artificielle grâce à un donneur anonyme, dans une clinique belge.

Puisque la législation française prévoit depuis peu le mariage et l'adoption des homosexuels, le couple a entrepris des démarches “de façon à ce que Martin ait deux parents légaux”. Douche froide : le 29 avril, le tribunal de grande instance de Versailles s'y est opposé, invoquant une “fraude” à la loi.

La Belgique, un pays précurseur dans la procréation médicalement assistée

Comme ces deux Françaises, 900 à 1 000 couples lesbiens feraient chaque année appel à des centres belges, d'après la responsable de l'un d'entre eux, pour concevoir ces “bébés Thalys”. Et pour cause, détaille De Morgen, “Notre pays est l'un des précurseurs en matière de procréation médicalement assistée pour les homosexuels. De plus, il est facilement et rapidement accessible par Thalys ou TGV. Et enfin, les médecins maîtrisent

le français”.

“Il est incompréhensible que les Français ne reconnaissent pas la réalité”, regrette Herman Tournaye, chef du service fertilité à l'hôpital universitaire flamand de Bruxelles. “Cette loi n'est plus de notre temps, et est sans effet. Les gens ne s'arrêtent pas aux frontières”.

Courrier international

VIII) Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et les médias : un même rapport malsain aux images



Par François Jost
Analyste des médias

À quelques semaines des élections européennes, le leader du Front de gauche et la patronne du Front national montent au créneau. Comme d'habitude, leur cible favorite en prend pour son grade : les médias nous mentent, les journalistes nous manipulent. Et pour lutter contre ce complot permanent, chacun sa méthode. Décryptage avec François Jost, analyste des médias.

Édité par Louise Pothier Auteur parrainé par Hélène Decommer



Quels sont les points communs entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen (SIPA)

Hasard des calendriers ou effet de la campagne

pour les européennes, les derniers jours ont fait converger Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon vers une même conception de l'usage des images. Ne protestez pas immédiatement... Lisez la suite.

Chez Le Pen, on demande l'espionnage

En déplacement dimanche à Sotteville-lès-Rouen pour y arpenter le marché, la leader du Front national s'est fait chahuter par une centaine de militants d'extrême gauche. On en est venu au mains et les CRS sont finalement intervenus pour séparer les deux camps. Apparemment, il s'agit d'une altercation comme il y en a beaucoup avant les élections, mais Marine le Pen s'oppose à cette vision réductrice.

"Je commence à en avoir marre, confie-t-elle ce matin au Figaro, je viens pour faire un marché et je suis agressée par plus d'une centaine de nervis d'extrême gauche qui nous canardent de projectiles et nous empêchent de passer, Mais aujourd'hui, on présente cela simplement comme un chahut entre différents belligérants. C'est faux : il y a eu des agresseurs et des agressés !"

Cette protestation s'accompagne d'une mise en cause des médias qui n'ont pas fait leur travail d'information. Tout cela serait encore assez banal et attendu, si la leader du FN ne demandait pas dans la foulée de mettre le reportage de BFM à la disposition de la justice.

<http://bcove.me/rt5qd4ti>

En d'autres termes, il s'agit bien de demander aux médias de relayer les filmages faits sur la voie publique par la police, en transformant une séquence d'information en moyen de dénonciation. On sait que le masque des Anonymous, les capuches des encapuchados en Amérique latine sont justement destinés à déjouer l'espionnage continu dont nous sommes l'objet aujourd'hui.

En demandant aux journalistes de devenir auxiliaire de la police, elle nous donne une idée de ce que peut être pour elle la presse, une institution prolongeant le maintien de l'ordre. Je ne dis pas que ceux qui auraient provoqué des bagarres ont raison, mais force est de constater que Big Brother, depuis le roman d'Orwell "1984", a fait du chemin et qu'il n'est plus

choquant pour certains politiques de demander son aide.

Chez Mélenchon, on frôle l'appel à la délation

Apparemment, c'est aussi l'idée de Jean-Luc Mélenchon, ce qui peut sembler a priori plus étonnant. Sur son blog, il s'en prend une nouvelle fois aux journalistes, qui ne rendent pas compte de l'enthousiasme qu'il rencontre sur le terrain. Après avoir qualifié "Le Monde" de "journal de révérence" et d'"organe central du FN", et avoir désigné ses ennemis journalistes, il conclut :

"J'appelle mes amis à les surveiller [les journalistes] de façon étroite et vigilante, à filmer leurs agissements, si possible, dès qu'ils les repèrent, qu'ils agissent à découvert ou qu'ils se cachent sous de faux noms."

"Surveiller les journalistes", "filmer leurs agissements"... Le vocabulaire est sans équivoque. C'est Big Brother pour tous. Ce que demande Mélenchon aux images, ce n'est plus d'enregistrer le monde pour le restituer dans une information objective, mais de servir à stigmatiser, non pas les médias en général, mais telle ou telle personne qui fait son métier.

Le terme "agissements" comporte une connotation péjorative, que n'aurait pas le mot "acte", qui ne laisse aucun doute sur la basse estime dans laquelle sont tenus les journalistes. À présent, on frise la délation comme méthode.

La tentation "Big Brother"

D'un côté donc, on demande de mettre l'image au service de la police pour arrêter des citoyens, de l'autre de s'en prendre à ceux qui rapportent des

images.

Les deux leaders s'accordent sur le rôle des caméras aujourd'hui : nous surveiller et nous dénoncer si nous n'entrons pas dans leur conception de l'information... Madame Le Pen, Monsieur Mélenchon, Big Brother est un jeu, une "télé-réalité", comme on dit ! Faites en sorte que ce ne soit pas la réalité.

nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en Revue